

F. 98 — 768

[C - 98/27193]

**19 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique et fixant les modalités de ces enquêtes publiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 4, 84, 89, 97, 110 à 114, 123, 126, 127 à 129, 133 et 150, remplacés par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 17 février 1998;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1998 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'adoption pour cette date du présent arrêté étant indispensable à l'application des articles précités du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en raison du fait que certaines demandes n'étaient pas soumises antérieurement à enquête publique;Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les chapitres XI et XII comprenant les articles 330 à 380 du titre premier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifiés par le décret du 27 novembre 1997, sont remplacés par le texte suivant :« CHAPITRE XI. — *Des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique et des modalités de ces enquêtes publiques**Section 1<sup>re</sup>.* — Des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique

Art. 330. Doivent être soumises à une enquête publique dans les formes et délais prévus aux articles 332 à 343, les demandes de permis de lotir suivantes, les demandes de permis d'urbanisme relatives aux actes et travaux suivants, et les demandes de certificats d'urbanisme ayant le même objet :

1<sup>o</sup> la construction ou la reconstruction de bâtiments dont la hauteur est d'au moins quatre niveaux ou douze mètres sous corniche et dépasse de trois mètres ou plus la moyenne des hauteurs sous corniche des bâtiments situés dans la même rue jusqu'à cinquante mètres de part et d'autre de la construction projetée; la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions;2<sup>o</sup> la construction ou la reconstruction de bâtiments dont la profondeur dépasse de trois mètres au moins celle des bâtiments situés sur les propriétés voisines; la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions;3<sup>o</sup> la construction, la reconstruction d'un magasin ou la modification de la destination d'un bâtiment en magasin dont la surface nette de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup>; la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions;4<sup>o</sup> la construction, la reconstruction de bureaux ou la modification de la destination d'un bâtiment en bureaux dont la superficie des planchers est supérieure à 650 m<sup>2</sup>; la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions;5<sup>o</sup> la construction, la reconstruction ou la modification de la destination d'un bâtiment en atelier, entrepôt ou hall de stockage à caractère non agricole dont la superficie des planchers est supérieure à 400 m<sup>2</sup>; la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions;6<sup>o</sup> l'utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrilles, de matériaux ou de déchets;7<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme relatives à des constructions groupées visées à l'article 126 qui portent sur une superficie de 2 hectares et plus;8<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme relatives à des constructions groupées visées à l'article 126 qui peuvent comporter un ou plusieurs bâtiments visés au 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>;9<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme visées à l'article 128;10<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir visées à l'article 97;11<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme impliquant l'application des articles 110 à 113;12<sup>o</sup> les demandes de permis de lotir et les demandes de permis d'urbanisme relatives à la construction, la reconstruction ou la transformation d'un bâtiment qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 205 ou localisés dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 215;13<sup>o</sup> les voiries publiques de la Région classées en réseau interurbain (RESI) par l'arrêté ministériel du 11 août 1994.Art. 331. Les demandes visées à l'article 330, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, donnent lieu à enquête publique pour autant que le bien se situe dans une zone d'habitat visée à l'article 26 ou dans une zone d'habitat à caractère rural visée à l'article 27, et pour autant qu'il n'existe pas pour le territoire où le bien se situe un plan communal d'aménagement qui produit ses effets ou un permis de lotir non périmé.*Section 2.* — Des modalités des enquêtes publiques

Art. 332. L'enquête publique a une durée de quinze jours. Le délai d'enquête est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Art. 333. L'accusé de réception visé à l'article 116, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, mentionne expressément l'obligation pour le demandeur de satisfaire aux dispositions visées aux articles 334 et 335.

Art. 334. Dès le lendemain du jour où il est en possession de l'accusé de réception et jusqu'au jour de la clôture de l'enquête publique, le demandeur est tenu d'afficher sur le terrain faisant l'objet de la demande :

1<sup>o</sup> un ou plusieurs avis conformes à l'annexe 25;2<sup>o</sup> dans les cas visés à l'article 330, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, et 12<sup>o</sup>, ou lorsque la dérogation porte sur le gabarit d'un bâtiment, une vue axonométrique du projet et des bâtiments contigus;

3° lorsque la demande a pour objet un lotissement ou des constructions groupées visées à l'article 126, un plan indiquant le parcellaire, les zones constructibles ou les implantations prévues, les voiries à modifier ou à créer et les voiries publiques les plus proches.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune de 35 dm<sup>2</sup> minimum et sont placés le long de la voie publique à raison d'un avis par 50 mètres de terrain situés à front de voirie.

Si le terrain ne jouxte pas une voirie publique carrossable, ils sont apposés par l'administration communale le long de la voie publique carrossable la plus proche à raison de deux avis par hectare de terrain.

Art. 335. Lorsque la demande a pour objet un lotissement ou des constructions groupées visées à l'article 126, dès le lendemain du jour où il est en possession de l'accusé de réception, le demandeur jalonne le pourtour du terrain au moyen de piquets jaunes de 1,5 à 2 mètres de hauteur placés tous les 50 mètres.

Art. 336. Au plus tard le jour de l'envoi de l'accusé de réception et jusqu'à la clôture de l'enquête publique, l'administration communale affiche aux endroits habituels d'affichage un avis conforme à l'annexe 26.

Art. 337. Dans les cinq jours de l'envoi de l'accusé de réception, l'administration communale annonce le projet par écrit aux occupants des immeubles situés dans un rayon de 50 mètres à partir des limites du terrain faisant l'objet de la demande. Cette annonce reproduit l'avis visé à l'annexe 26.

Dans le même délai, si la demande est relative à un permis de lotir contraire à des servitudes du fait de l'homme ou à des obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol, l'administration communale annonce le projet par écrit et à leur domicile aux titulaires de ces droits mentionnés dans la demande.

Art. 338. Pendant la durée de l'enquête, le dossier de demande peut être consulté à la maison communale les jours ouvrables.

Un jour ouvrable de 16 à 20 heures ou un samedi matin, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un agent communal délégué à cet effet est présent pour fournir des explications techniques sur le dossier.

Art. 339. Les réclamations et observations écrites sont envoyées au collège des bourgmestre et échevins avant la clôture de l'enquête. Il en est accusé réception dans les cinq jours.

Art. 340. A l'expiration du délai d'enquête, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un agent communal délégué à cet effet tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent.

Leurs réclamations et observations sont consignées dans un registre.

Art. 341. Dans les cas visés à l'article 330, 7° et 13°, si le nombre de personnes ayant introduit individuellement des réclamations et observations est supérieur à vingt-cinq, le collège des bourgmestre et échevins organise une réunion de concertation dans les dix jours de la clôture de l'enquête.

Cette réunion regroupe :

1° l'administration communale et les autres administrations qu'elle invite;

2° les représentants des réclamants;

3° le demandeur et ses conseillers.

Aucun de ces groupes ne peut être représenté par plus de cinq personnes.

En vue d'organiser la réunion de concertation, l'administration communale écrit à tous les réclamants individuels, leur demandant de désigner un maximum de cinq représentants.

Elle précise les date et heure de la réunion et fournit la liste des réclamants.

Un rapport de la réunion de concertation est établi par l'administration communale et envoyé à chacun des participants.

Art. 342. Dans les cas visés aux articles 123 et 127, le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué charge la commune de procéder à l'enquête publique.

Dès réception du dossier, l'administration communale informe le demandeur par lettre recommandée à la poste de l'obligation de satisfaire aux dispositions visées aux articles 334 et 335.

Les délais visés aux articles 334 et 335 courent pour le demandeur dès le lendemain du jour où il est en possession de la lettre de la commune. Les délais visés aux articles 336 et 337 courent pour la commune le jour de l'envoi de cette lettre.

Avant le début de l'enquête, l'administration communale transmet au fonctionnaire délégué ou au Gouvernement une copie de l'avis visé à l'article 336.

Dans le cas visé à l'article 127, l'avis du collège des bourgmestre et échevins ne peut être demandé avant la clôture de l'enquête.

Art. 343. Dans les vingt jours de l'octroi ou du refus de permis, l'administration communale notifie la décision aux réclamants. »

**Art. 2.** Dans le même code sont abrogés :

1° l'article 189, tel qu'il n'a pas été renuméroté par l'article 4, 3°, du décret du 27 novembre 1997;

2° les articles 195/7 et 195/8, insérés par arrêté du 11 mai 1995, tels qu'ils n'ont pas été renumérotés par l'article 4, 3°, du décret du 27 novembre 1997;

3° les articles 277 et 278, tels qu'ils ont été renumérotés par l'article 4, 3°, du décret du 27 novembre 1997.

**Art. 3.** Les annexes 25 et 26 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme sont remplacées respectivement par les documents 25 et 26 publiés en annexe du présent arrêté.

**Art. 4.** Les annexes 18, 19, 27, 28 et 29 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme sont abrogées.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2, 1° et 2°, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1998.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Annexe 25

(Art. 333)

Commune de .....

## AVIS

## URBANISME

M. ....  
 dont les bureaux se trouvent à — demeurant à — (1) .....

fait savoir qu'il a introduit une demande de (1) :

- permis de lotir;
- modification de permis de lotir;
- permis d'urbanisme;
- certificat d'urbanisme,

ayant trait à un terrain sis ..... cadastré .....

Le projet consiste en ..... et présente les caractéristiques  
 suivantes (2) .....

Les réclamations et observations écrites sont à adresser au collège des bourgmestre et échevins du .....  
 ..... au .....

Les réclamations et observations orales peuvent être formulées le .....  
 de ..... heures à ..... heures à (3) .....

Le dossier peut être consulté à (3) .....

Des explications techniques seront fournies le ..... de ..... heures  
 à ..... heures à (3) .....

A, ..... le .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 1998 déterminant la liste des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique et fixant les modalités de ces enquêtes publiques.

Namur, le 19 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
 M. LEBRUN

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Décrire succinctement le projet et les caractéristiques justifiant l'obligation de procéder à une enquête publique.

(3) indiquer l'adresse du bureau où les réclamations et observations orales peuvent être formulées, où le dossier peut être consulté et où des explications techniques seront fournies.

Annexe 26

(Art. 335)

Commune de .....

## AVIS

## URBANISME

L'administration communale fait savoir que M. ....  
dont les bureaux se trouvent à — demeurant à — (1).....

a introduit une demande de (1) :

- permis de lotir;
- modification de permis de lotir;
- permis d'urbanisme;
- certificat d'urbanisme

ayant trait à un terrain sis ..... cadastré .....

Le projet consiste en ..... et présente les caractéristiques  
suivantes (2) : .....

Les réclamations et observations écrites sont à adresser au collège des bourgmestre et échevins .....  
du ..... au .....

Les réclamations et observations orales peuvent être formulées le .....  
de ..... heures à ..... heures à (3).....

Le dossier peut être consulté à (3) .....

Des explications techniques seront fournies le ..... de .....heures  
à ..... heures à (3) .....

A ..... , le .....

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 1998 déterminant la liste des demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme soumises à une enquête publique et fixant les modalités de ces enquêtes publiques.

Namur, le 19 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Décrire succinctement le projet et les caractéristiques justifiant l'obligation de procéder à une enquête publique.

(3) indiquer l'adresse du bureau où les réclamations et observations orales peuvent être formulées, où le dossier peut être consulté et où des explications techniques seront fournies.

## ÜBERSETZUNG

D. 98 — 768

[C — 98/27193]

**19. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Anträge auf eine Städtebaugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung, für die eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist, und zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen dieser öffentlichen Untersuchungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 4, 84, 89, 97, 110 bis 114, 123, 126, 127 bis 129, 133 und 150, die durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzt worden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des am 17. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch das Inkrafttreten am 1. März 1998 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe begründet ist, unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses zur Anwendung der vorerwähnten Artikel des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vor diesem Datum unerlässlich ist, da gewisse Anträge früher keiner öffentlichen Untersuchung bedurften;

Aufgrund des am 11. März 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Kapitel XI und XII von Titel I von Buch IV des durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, welche die Artikel 330 bis 380 enthalten, werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

« KAPITEL X — *Anträge auf eine Städtebaugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung, für die eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist, und Durchführungsbestimmungen der öffentlichen Untersuchungen*

*Abschnitt 1 — Anträge auf eine Städtebaugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung, für die eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist*

Art. 330 - Die folgenden Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung, die Anträge auf eine Städtebaugenehmigung bezüglich folgender Handlungen und Arbeiten, und die Anträge auf eine Städtebaubescheinigung mit dem gleichen Gegenstand bedürfen einer öffentlichen Untersuchung in den in Artikel 332 bis 343 vorgesehenen Formen und Fristen:

1° die Errichtung oder der Wiederaufbau von Gebäuden mit einer Höhe von mindestens vier Stockwerken oder 12 Metern unter Dachgesims, die mindestens um 3 Meter die durchschnittliche Dachgesimshöhe der in der gleichen Straße gelegenen Gebäude in einer Entfernung von 50 Metern von beiden Seiten des geplanten Bauwerks übersteigt; der Umbau von Gebäuden, der diese in den gleichen Zustand versetzt;

2° die Errichtung oder der Wiederaufbau von Gebäuden, deren Tiefe die Tiefe der auf den angrenzenden Eigentümern gelegenen Gebäude um mindestens drei Meter übertrifft; der Umbau von Gebäuden, der diese in den gleichen Zustand versetzt;

3° die Errichtung, der Wiederaufbau eines Geschäftshauses oder die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes in ein Geschäftshaus, wenn dessen Nettoverkaufsfläche 400 m<sup>2</sup> übersteigt; der Umbau von Gebäuden, der diese in den oben bezeichneten Zustand versetzt;

4° die Errichtung, der Wiederaufbau von Büroräumen oder die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes in Büroräume, wenn ihre Bodenfläche 650 m<sup>2</sup> übersteigt; der Umbau von Gebäuden, der diese in den oben bezeichneten Zustand versetzt;

5° die Errichtung, der Wiederaufbau von nicht für die Landwirtschaft bestimmten Werkstätten, Lagerplätzen oder -hallen oder die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes in solche Werkstätten, Lagerplätze oder -hallen, wenn ihre Bodenfläche 400 m<sup>2</sup> übersteigt; der Umbau von Gebäuden, der diese in den oben bezeichneten Zustand versetzt;

6° die gewöhnliche Verwendung eines Geländes für die Ablagerung eines oder mehrerer ausgedienten Fahrzeuge, von Schrott, Materialien oder Abfällen;

7° die Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaugenehmigung bezüglich gruppierter Bauten gemäß Art. 126 mit einer Fläche von mindestens 2 Hektar;

8° die Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaugenehmigung bezüglich gruppierter Bauten gemäß Art. 126 mit einem oder mehreren unter 1°, 2°, 3°, 4° und 5° erwähnten Gebäuden;

9° die in Art. 128 erwähnten Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaugenehmigung;

10° die in Art. 97 erwähnten Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung;

11° die Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaugenehmigung, die die Anwendung der Artikel 110 bis 113 zur Folge haben;

12° die Anträge auf eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaugenehmigung bezüglich der Errichtung, des Wiederaufbaus und des Umbaus eines Gebäudes, die sich auf Immobiliengüter beziehen, die auf der Schutzliste vorkommen, die unter Denkmalschutz stehen, die sich in einem Schutzgebiet nach Art. 205 oder an einem im Atlas laut Artikel 215 genannten Ort befinden.

13° die öffentlichen Straßen der Region, die in Anwendung des Ministerialerlasses vom 11. August 1994 zum Städteverbindungsnetz gehören.

Art. 331 - Die in Art. 330, 1° bis 8° erwähnten Anträge geben Anlaß zu einer öffentlichen Untersuchung, insoweit sich das betroffene Gut in einem in Art. 26 erwähnten Wohngebiet oder in einem in Art. 27 erwähnten Wohngebiet mit ländlichem Charakter befindet, soweit es sich für das Gebiet, wo das Gut gelegen ist, keinen gültigen kommunalen Raumordnungsplan oder keine nicht verfallene Erschließungsgenehmigung gibt.

#### *Abschnitt 2 — Durchführungsbestimmungen der öffentlichen Untersuchungen*

Art. 332 - Die öffentliche Untersuchung hat eine Dauer von fünfzehn Tagen. Die Untersuchungsfrist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Art. 333 - Die in Art. 116 § 1, Absatz 2, 1° erwähnte Empfangsbescheinigung gibt ausdrücklich die Verpflichtung für den Antragsteller an, den in Art. 334 und 335 angeführten Bestimmungen zu genügen.

Art. 334 - Ab dem Tag nach dem Erhalt der Empfangsbescheinigung und bis zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung ist der Antragsteller verpflichtet, auf dem Grundstück, der Gegenstand des Antrags ist, folgendes anzuschlagen:

1° eine oder mehrere Bekanntmachungen gemäß Anlage 25;

2° eine axonometrische Ansicht des Vorhabens und der anliegenden Gebäude in den in Art. 330, 1° bis 5° und 12° genannten Fällen oder wenn die Abweichung die Größe eines Gebäudes betrifft;

3° einen Plan mit Angabe des Parzellennetzes, der baufähigen Gebiete oder der vorgesehenen Niederlassungen, der abzuändernden oder zu schaffenden Straßen und der nächsten öffentlichen Straßen, wenn der Antrag eine Siedlung oder gruppierte Bauten nach Art. 126 zum Gegenstand hat.

Die Bekanntmachungen sind in schwarzen Buchstaben auf gelbem Papier von mindestens 35 dm<sup>2</sup> zu drucken. Sie werden alle 50 Meter die öffentliche Straße entlang angebracht.

Liegt das Grundstück nicht an einer befahrbaren öffentlichen Straße, so müssen die Bekanntmachungen durch die Gemeindeverwaltung die nächstliegende öffentliche Straße entlang angebracht werden, wobei pro Hektar Gelände jeweils 2 Bekanntmachungen anzubringen sind.

Art. 335 - Betrifft der Antrag eine Siedlung oder gruppierte Bauten nach Art. 126, so hat der Antragsteller, ab dem Tag nach Erhalt der Empfangsbescheinigung, den Umfang des Geländes mit gelben, alle 50 Meter in einer Höhe von 1,5 bis 2 m angebrachten Pfählen abzugrenzen.

Art. 336 - Spätestens am Tag des Versands der Empfangsbescheinigung und bis zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung bringt die Gemeindeverwaltung eine Bekanntmachung gemäß der Anlage 26 an den üblichen Aushangstellen an.

Art. 337 - Innerhalb von fünf Tagen nach dem Versand der Empfangsbescheinigung gibt die Gemeindeverwaltung den Bewohnern der in einem Umkreis von fünfzig Metern ab der Grenze des im Antrag erwähnten Grundstücks gelegenen Gebäude, das Vorhaben schriftlich bekannt. Diese Bekanntmachung enthält den Wortlaut der Anlage 26.

Im Falle von durch menschliches Eingreifen entstandenen Grunddienstbarkeiten oder von vertraglichen Verpflichtungen bezüglich der Benutzung des Bodens, die im Gegensatz zum Inhalt des Erschließungsgenehmigungsantrags stehen, gibt die Gemeindeverwaltung den Inhabern dieser im Antrag angeführten Rechte das Vorhaben innerhalb der gleichen Frist schriftlich an ihrem Wohnsitz bekannt.

Art. 338 - Während der Dauer der Untersuchung liegt die Akte bezüglich des Antrags bei der Gemeindeverwaltung an Werktagen zur Einsichtnahme offen.

An einem Werktag zwischen 16 und 20 Uhr oder am Samstag morgen ist ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein zu diesem Zweck bevollmächtigter Bediensteter der Gemeindeverwaltung anwesend, um technische Erklärungen über die Akte zu geben.

Art. 339 - Beschwerden oder Bemerkungen sind vor dem Abschluß der Untersuchung dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium schriftlich bekanntzugeben, das innerhalb von fünf Tagen deren Empfang zu bestätigen hat.

Art. 340 - Am Abschluß der Untersuchungsfrist hält ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein zu diesem Zweck bevollmächtigter Bediensteter der Gemeindeverwaltung eine Sitzung ab, während deren jede Person, die es wünscht, angehört werden kann.

Die Beschwerden und Bemerkungen der angehörten Personen werden in einem Register verzeichnet.

Art. 341 - Wenn in den in Art. 330, 7° und 13° erwähnten Fällen die Anzahl derjenigen, die einzeln oder gemeinsam Beschwerden oder Bemerkungen eingereicht haben, 25 oder mehr beträgt, veranstaltet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Konzertierungsversammlung innerhalb von 10 Tagen nach Abschluß der Untersuchung.

Nehmen an dieser Konzertierungsversammlung teil:

1° die Gemeindeverwaltung und die von ihr eingeladenen anderen Verwaltungen;

2° die Vertreter der Beschwerdeführer;

3° der Antragsteller und seine Berater.

Keine dieser Gruppe darf aus mehr als fünf Vertretern bestehen.

Um die Konzertierungsversammlung vorzubereiten, schreibt die Gemeindeverwaltung an jeden einzelnen Beschwerdeführer, mit der Bitte, höchstens fünf Vertreter zu bezeichnen.

Sie legt Tag und Stunde für die Versammlung fest, und stellt die Liste der Beschwerdeführer zu.

Die Gemeindeverwaltung stellt einen Bericht über die Konzertierungsversammlung auf und sendet ihn an alle Teilnehmer.

Art. 342 - In den in Art. 123 und 127 erwähnten Fällen beauftragt die Regierung oder der beauftragte Beamte die Gemeinde mit der Durchführung der öffentlichen Untersuchung.

Sofort nach Eingang der Akte informiert die Gemeindeverwaltung den Antragsteller per bei der Post aufgegebenes Einschreiben über die Verpflichtung, den Bestimmungen der Artikel 334 und 335 zu genügen.

Die in Art. 334 und 335 angeführten Fristen laufen für den Antragsteller ab dem Tag nach demjenigen, an dem er den Brief der Gemeinde erhalten hat. Die in Art. 336 und 337 angeführten Fristen laufen für die Gemeinde ab dem Tag, an dem dieser Brief versandt worden ist.

Vor dem Anfang der Untersuchung übermittelt die Gemeindeverwaltung dem beauftragten Beamten oder der Regierung eine Abschrift der in Art. 336 gemeinten Bekanntmachung.

In dem in Art. 127 gemeinten Fall kann das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums nicht vor dem Abschluß der Untersuchung verlangt werden.

Art. 343 - Innerhalb von zwanzig Tagen nach Erteilung oder Verweigerung der Genehmigung teilt die Gemeindeverwaltung ihren Beschluß den Beschwerdeführern mit. »

**Art. 2** - Im selben Gesetzbuch werden aufgehoben:

1° Art. 189, der in Art. 4, 3° vom Dekret vom 27. November 1997 nicht neu numeriert worden ist;

2° Art. 195/7 und 195/8, eingefügt durch den Erlaß vom 11. Mai 1995, die in Art. 4, 3° vom Dekret vom 27. November 1997 nicht neu numeriert worden sind;

3° Art. 277 und 278, die in Art. 4, 3° vom Dekret vom 27. November 1997 neu numeriert worden sind.

**Art. 3** - Die Anlagen 25 und 26 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden durch die Anlagen 25 bzw. 26 ersetzt, die als Anlage zum vorliegenden Erlaß veröffentlicht werden.

**Art. 4** - Die Anlagen 18, 19, 27, 28 und 29 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden aufgehoben.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Art. 2, 1° und 2°, der am 1. März 1998 wirksam wird.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. März 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Anlage 25

(Art. 333)

Gemeinde.....

## GUTACHTEN

## STÄDTEBAU

Herr /Frau .....  
 dessen / deren Büroräume sich an folgender Anschrift befinden / wohnhaft (1) .....

gibt hiermit bekannt, daß er / sie einen Antrag auf folgendes eingereicht hat (1):

- Erschließungsgenehmigung;

- Abänderung der Erschließungsgenehmigung;

- Städtebaugenehmigung;

- Städtebaubescheinigung,

bezüglich eines in ..... gelegenen Grundstücks, katastriert .....

Das Vorhaben betrifft ..... und weist folgende Eigenschaften auf (2):

.....  
 .....

Schriftliche Beschwerden und Bemerkungen sind ab dem .....  
 bis zum ..... an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten.

Mündliche Beschwerden und Bemerkungen können am .....  
 von ..... Uhr bis ..... Uhr an folgender Anschrift (3): .....  
 erörtert werden.

Die Akte kann an folgender Anschrift (3): .....  
 .....  
 eingesehen werden.

Technische Erklärungen werden am ..... von ..... Uhr  
 bis ..... Uhr an folgender Anschrift gegeben: .....  
 .....  
 ....., den .....

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 19. März 1998 zur Bestimmung der Anträge auf eine Städtebaugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung, für die eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist, und zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen dieser öffentlichen Untersuchungen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. März 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
 M. LEBRUN

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Das Vorhaben und dessen Eigenschaften, die eine öffentliche Untersuchung zur Pflicht machen, kurz beschreiben.

(3) Die Anschrift der Stelle angeben, wo die Beschwerden und Bemerkungen erörtert werden können, wo die Akte eingesehen werden kann, wo technische Erklärungen gegeben werden.

Anlage 26

(Art. 335)

Gemeinde.....

## GUTACHTEN

## STÄDTEBAU

Die Gemeindeverwaltung gibt hiermit bekannt, daß Herr / Frau .....  
 dessen / deren Büroräume sich an folgender Anschrift befinden / wohnhaft (1) .....

.....  
 einen Antrag auf folgendes eingereicht hat (1):

- Erschließungsgenehmigung;
- Abänderung der Erschließungsgenehmigung;
- Städtebaugenehmigung;
- Städtebaubescheinigung,

bezüglich eines in ..... gelegenen Grundstücks, katastriert .....

Das Vorhaben betrifft ..... und weist folgende Eigenschaften auf (2):  
 .....  
 .....

Schriftliche Beschwerden und Bemerkungen sind ab dem .....  
 bis zum ..... an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten.  
 Mündliche Beschwerden und Bemerkungen können am .....  
 von ..... Uhr bis ..... Uhr an folgender Anschrift (3): .....  
 .....  
 erörtert werden.

Die Akte kann an folgender Anschrift (3): .....  
 .....  
 eingesehen werden.

Technische Erklärungen werden am ..... von ..... Uhr  
 bis ..... Uhr an folgender Anschrift gegeben: .....  
 .....

....., den .....

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 19. März 1998 zur Bestimmung der Anträge auf eine Städtebaugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung, für die eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist, und zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen dieser öffentlichen Untersuchungen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. März 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
 M. LEBRUN

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Das Vorhaben und dessen Eigenschaften, die eine öffentliche Untersuchung zur Pflicht machen, kurz beschreiben.

(3) Die Anschrift der Stelle angeben, wo die Beschwerden und Bemerkungen erörtert werden können, wo die Akte eingesehen werden kann, wo technische Erklärungen gegeben werden.

## VERTALING

N. 98 — 768

[C — 98/27193]

**19 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten die aan een openbaar onderzoek worden onderworpen en van de voorschriften voor het openbaar onderzoek**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 4, 84, 89, 97, 110 à 114, 123, 126, 127 à 129, 133 en 150, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 17 februari 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium in werking treedt op 1 maart 1998, en dat dit besluit voor die datum moet worden goedgekeurd voor de toepassing van de bovenvermelde artikelen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, omdat sommige aanvragen voorheen niet werden onderworpen aan een openbaar onderzoek;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 maart 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** In Boek IV, Titel I, van het bij het besluit van 27 november 1997 gewijzigde Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium worden de hoofdstukken XI en XII, die de artikelen 330 à 380 bevatten, vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XI. — *Aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen,  
verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten die aan een openbaar onderzoek worden onderworpen  
en voorschriften voor het openbaar onderzoek*

*Afdeling 1. — Aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen  
en stedenbouwkundige attesten die aan een openbaar onderzoek worden onderworpen*

Art. 330. Een openbaar onderzoek, waarvan de vorm en de termijn bepaald zijn bij de artikelen 332 à 343, wordt opgelegd voor de hieronder vermelde aanvragen om verkavelingsvergunningen, de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen betreffende de hierondervermelde handelingen en werken en de aanvragen om stedenbouwkundige attesten met hetzelfde doel :

1° de bouw of herbouw van gebouwen waarvan de hoogte ten minste vier bouwlagen of de goothoogte ten minste twaalf meter bedraagt en ten minste drie meter hoger reikt dan de gemiddelde goothoogte van de gebouwen die in dezelfde straat gelegen zijn binnen een bereik van vijftig meter aan weerszijden van het geplande bouwwerk, alsmede de verbouwing van gebouwen met hetzelfde opzicht;

2° de bouw of herbouw van gebouwen waarvan de diepte ten minste drie meter meer bedraagt dan die van de gebouwen die op de aangrenzende eigendommen gelegen zijn, alsmede de verbouwing van gebouwen met hetzelfde opzicht;

3° de bouw of herbouw van een winkel, of de wijziging van de bestemming van een winkelgebouw met een nettoverkoopoppervlakte van meer dan 400 m<sup>2</sup>, alsmede de verbouwing van gebouwen met hetzelfde opzicht;

4° de bouw of herbouw van kantoren, of de wijziging van de bestemming van een kantorengebouw met een vloeroppervlakte van meer dan 650 m<sup>2</sup>, alsmede de verbouwing van gebouwen met hetzelfde opzicht;

5° de bouw of herbouw van een werkplaats, of de wijziging van de bestemming van een werkplaats, opslagplaats of -hal die niet voor agrarische doeleinden bestemd is en waarvan de vloeroppervlakte meer dan 400 m<sup>2</sup> bedraagt, alsmede de verbouwing van gebouwen met hetzelfde opzicht;

6° het gewone gebruik van een terrein voor de opslag van één of meer afgedankte voertuigen, schroot, materialen of afvalstoffen;

7° de aanvragen om een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning m.b.t. gegroepeerde bouwwerken bedoeld in artikel 126, met een oppervlakte van 2 ha of meer;

8° de aanvragen om een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning m.b.t. de in artikel 126 bedoelde gegroepeerde bouwwerken die kunnen bestaan uit één of meer gebouwen als bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5°;

9° de aanvragen om de verkavelingsvergunning of de stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel 128;

10° de aanvragen om de verkavelingsvergunning bedoeld in artikel 97;

11° de aanvragen om de verkavelingsvergunning of de stedenbouwkundige vergunning die onder de toepassing van de artikelen 110 à 113 valt;

12° de aanvragen om verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige vergunningen betreffende de bouw, herbouw of verbouwing van een gebouw en betreffende onroerende goederen die op de beschermingslijst staan, die beschermd zijn en gelegen zijn in een in artikel 205 bedoeld beschermingsgebied of in een landschap dat voorkomt in de atlas waarvan sprake in artikel 215;

13° de openbare wegen van het Gewest die krachtens het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 bij het interstedelijke net (RESI) ingedeeld zijn.

Art. 331. De in artikel 330, 1° à 8°, bedoelde aanvragen worden onderworpen aan een openbaar onderzoek voor zover het goed gelegen is in een woongebied bedoeld in artikel 26 of in een woongebied met een landelijk karakter als bedoeld in artikel 27, en voor zover het grondgebied waarop het goed gelegen is niet het voorwerp is van een gemeentelijk plan van aanleg dat van kracht is, of van een niet vervallen verkavelingsvergunning.

#### *Afdeling 2. — Voorschriften voor het openbaar onderzoek*

Art. 332. Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen en wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Art. 333. Het in artikel 116, § 1, tweede lid, 1°, bedoelde ontvangbewijs vermeldt uitdrukkelijk dat de aanvrager moet voldoen aan de bepalingen van de artikelen 334 en 335.

Art. 334. De aanvrager moet, tussen de dag na die waarop hij het ontvangbewijs gekregen heeft en de sluitingsdatum van het openbaar onderzoek, een bord plaatsen op het terrein dat het voorwerp van de aanvraag is, en er de volgende gegevens op aanplakken :

1° één of meer berichten overeenkomstig het model in bijlage 25;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 330, 1° à 5° en 12°, of wanneer de afwijking de omvang van een gebouw betreft, een axonometrisch overzicht van het project en van de aangrenzende gebouwen;

3° wanneer de aanvraag betrekking heeft op een verkaveling of op gegroepeerde bouwwerken als bedoeld in artikel 126, een perceelsgewijs plan, de bouwstroken of de geplande vestigingen, de te verleggen of aan te leggen wegen en de dichtstbij gelegen openbare wegen.

De berichten moeten gedrukt zijn in zwarte letters op geel papier van minstens 35 dm<sup>2</sup> en om de 50 meter aangeplakt worden op het terrein langs de openbare weg.

Als het terrein niet langs een berijdbare openbare weg gelegen is, moet het gemeentebestuur twee berichten per ha aanplakken langs de dichtstbij gelegen berijdbare openbare weg.

Art. 335. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een verkaveling of op gegroepeerde bouwwerken als bedoeld in artikel 126, moet de aanvrager, vanaf de dag na die waarop hij het ontvangbewijs heeft gekregen, het terrein om de vijftig meter afbakenen met een geel paaltje van 1,5 tot 2 meter hoog.

Art. 336. Tussen uiterlijk de dag van de verzending van het ontvangbewijs en de sluitingsdatum van het openbaar onderzoek plakt het gemeentebestuur op de gebruikelijke aanplakplaatsen een bericht aan dat overeenstemt met het model bedoeld in bijlage 26.

Art. 337. Binnen vijf dagen na de verzending van het ontvangbewijs maakt het gemeentebestuur het project schriftelijk bekend aan de bewoners van de gebouwen die gelegen zijn binnen een straal van vijftig meter, te rekenen vanaf de grens van het terrein waarop de aanvraag betrekking heeft. Deze bekendmaking bevat het in bijlage 26 bedoelde bericht.

De houders van de in de aanvraag vermelde rechten worden binnen dezelfde termijn door het gemeentebestuur schriftelijk op de hoogte gebracht van dit project als de aanvraag betrekking heeft op een verkavelingsvergunning die in strijd is met erfdienstbaarheden die het gevolg zijn van de daad van de mens of van verbintenissen uit overeenkomst betreffende het grondgebruik.

Art. 338. Tijdens de duur van het onderzoek kan het aanvraagdossier op werkdagen ingezien worden in het gemeentehuis.

Technische uitleg over het dossier wordt gegeven door een lid van het college van burgemeester en schepenen of door een daartoe gemachtigd personeelslid van het gemeentebestuur, op een werkdag tussen 16 en 20 uur of op een zaterdagochtend.

Art. 339. Schriftelijke bezwaren en opmerkingen zijn vóór de sluitingsdatum van het openbaar onderzoek aan het college van burgemeester en schepenen te richten. Ontvangst daarvan wordt binnen vijf dagen bericht.

Art. 340. Na afloop van de onderzoekstermijn houdt een lid van het college van burgemeester en schepenen of een daartoe gemachtigd personeelslid van het gemeentebestuur een zitting om iedereen te horen die het wenst.

De bezwaren en opmerkingen worden in een register opgetekend.

Art. 341. In de in artikel 330, 7° en 13°, bedoelde gevallen belegt het college van burgemeester en schepenen, binnen tien dagen na de sluitingsdatum van het onderzoek, een overlegvergadering, als meer dan 25 personen afzonderlijk of gezamenlijk bezwaren of opmerkingen hebben ingediend.

Deze vergadering wordt bijgewoond door :

1° het gemeentebestuur en de andere besturen die het uitnodigt;

2° de vertegenwoordigers van de eisers;

3° de aanvrager en zijn adviseurs.

Deze drie groepen mogen elk door hoogstens vijf personen vertegenwoordigd worden.

Met het oog op de overlegvergadering verzoekt het gemeentebestuur elke afzonderlijke eiser maximum vijf vertegenwoordigers aan te wijzen.

Het gemeentebestuur bepaalt de dag en het uur van de vergadering en bezorgt de lijst van de eisers.

Een verslag van de overlegvergadering wordt door het gemeentebestuur opgemaakt en aan elke deelnemer verzonden.

Art. 342. In de gevallen bedoeld in de artikelen 123 en 127 belast de Regering of de gemachtigd ambtenaar de gemeente met het openbaar onderzoek.

Zodra het gemeentebestuur het dossier heeft ontvangen, deelt het de aanvrager bij ter post aangetekende brief mee dat hij verplicht is de bepalingen van de artikelen 334 en 335 in acht te nemen.

Wat de aanvrager betreft, begint de in de artikelen 333 en 334 bedoelde termijn te lopen vanaf de dag na die waarop hij de brief van de gemeente heeft ontvangen. Wat de gemeente betreft, begint de in de artikelen 336 en 337 bedoelde termijn te lopen vanaf de dag van de verzending van die brief.

Het gemeentebestuur bezorgt de gemachtigd ambtenaar of de Regering een afschrift van het in artikel 336 bedoelde bericht voordat het onderzoek aanvangt.

In het in artikel 127 bedoelde geval kan het advies van het college van burgemeester en schepenen niet gevraagd worden vóór de sluitingsdatum van het onderzoek.

Art. 343. Het gemeentebestuur betekent de beslissing aan de eisers binnen twintig dagen na de verlening of de weigering van de vergunning. »

**Art. 2.** In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° artikel 189, zoals niet hernummerd bij artikel 4, 3°, van het decreet van 27 november 1997;

2° de artikelen 195/7 en 195/8, ingevoegd bij het besluit van 11 mei 1995, zoals niet hernummerd bij artikel 4, 3°, van het decreet van 27 november 1997;

3° de artikelen 277 en 278, zoals hernummerd bij artikel 4, 3°, van het decreet van 27 november 1997.

**Art. 3.** De bijlagen 25 en 26 bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium worden respectievelijk vervangen door de bijlagen 25 en 26 bij dit besluit.

**Art. 4.** De bijlagen 18, 19, 27, 28 en 29 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium worden opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2, 1° en 2°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1998.

**Art. 6.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

Bijlage 25

(Art. 333)

Gemeente .....

## BERICHT

## STEDEBOUW

De heer .....  
 van wie de kantoren gevestigd zijn te - woonachtig te .....  
 deelt mee dat hij een aanvraag heeft ingediend om (1) :  
 - een verkavelingsvergunning;  
 - een wijziging van een verkavelingsvergunning;  
 - een stedenbouwkundige vergunning;  
 - een stedenbouwkundig attest  
 m.b.t. een terrein gelegen te .....  
 kadastraal bekend .....

Het project bestaat in..... en heeft de volgende kenmerken (2) : .....

Bezwaren en opmerkingen zijn schriftelijk te richten aan het college van burgemeester en schepenen, van .....  
 tot .....

Ze kunnen eveneens mondeling geformuleerd worden op ..... tussen ..... en ..... uur.  
 Het dossier ligt ter inzage in (3) .....

Technische uitleg kan verkregen worden op .....  
 tussen ..... en ..... uur.  
 Opgemaakt te ....., op .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 1998 tot bepaling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten die aan een openbaar onderzoek worden onderworpen en van de voorschriften voor het openbaar onderzoek

Namen, 19 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
 M. LEBRUN

(1) Schrappen wat niet past.

(2) Geef een korte beschrijving van het project en van de kenmerken die de verplichting tot openbaar onderzoek wettigen.

(3) Vermeld het adres van het kantoor waar de bezwaren en opmerkingen mondeling kunnen worden meegedeeld, waar het dossier ter inzage ligt en technische uitleg kan worden verkregen.

Gemeente .....

BERICHT

STEDEBOUW

Het gemeentebestuur deelt mede dat de heer .....  
van wie de kantoren gevestigd zijn te — woonachtig te — .....  
een aanvraag heeft ingediend om (1) :

- een verkavelingsvergunning;
  - een wijziging van een verkavelingsvergunning;
  - een stedenbouwkundige vergunning;
  - een stedenbouwkundig attest,
- m.b.t. een terrein gelegen te .....  
kadastraal bekend .....

Het project bestaat in ..... en heeft de volgende kenmerken (2) : .....

Bezwaren en opmerkingen zijn schriftelijk te richten aan het college van burgemeester en schepenen, van .....  
tot .....

Ze kunnen eveneens mondeling geformuleerd worden op ....., tussen ..... en  
..... uur.

Het dossier ligt ter inzage in (3) .....

Technische uitleg kan verkregen worden op ..... tussen .....  
en ..... uur.

Opgemaakt te ....., op .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 1998 tot bepaling van de  
aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten die aan  
een openbaar onderzoek worden onderworpen en van de voorschriften voor het openbaar onderzoek

Namen, 19 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

(1) Schrappen wat niet past.

(2) Geef een korte beschrijving van het project en van de kenmerken die de verplichting tot openbaar onderzoek wettigen.

(3) Vermeld het adres van het kantoor waar de bezwaren en opmerkingen mondeling kunnen worden meegedeeld, waar het dossier ter inzage ligt en technische uitleg kan worden verkregen.